

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 04 aout 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



TAIS

13 RUE RAOUL DELATTRE
94290 VILLENEUVE LE ROI

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2022/AH/N°252GR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 12/07/2022, de l'établissement TAIS implanté 13 RUE RAOUL DELATTRE 94290 VILLENEUVE LE ROI. L'inspection a été annoncée le 16/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAIS
- 13 RUE RAOUL DELATTRE 94290 VILLENEUVE LE ROI
- Code AIOT dans GUN : 0007403812
- Régime : Autorisation

La société TAÏS (groupe VEOLIA PROPRETÉ) exploite, à Villeneuve-le-Roi, un centre de tri/transit de collectes sélectives et de déchets non dangereux provenant de clients privés.

Sur ce site, l'exploitant réalise les activités suivantes :

- tri des emballages et collectes sélectives des ménages (CSM) sur une chaîne de tri dédiée ;
- tri des déchets non dangereux provenant de clients privés (entreprises, activités économiques et industrielles) sur une seconde chaîne de tri dédiée ;
- transfert d'ordures ménagères, d'apports purs (notamment de bois et de déchets verts) et de certains déchets industriels non dangereux ;
- conditionnement des déchets triés à l'aide d'une presse à balles et d'une presse polystyrène ;
- broyage de cartons, broyage et conditionnement de plastiques ;
- déchetterie professionnelle, indépendante des autres activités de tri/transit.

Le bâtiment principal est séparé en deux halls :

- le 1er hall de 5 930 m² pour l'activité de tri et de transfert ;
- le 2nd hall de 7 000 m² pour une activité de presse et de CSM.

L'établissement emploie environ 35 personnes et traite en moyenne 120 000 tonnes de déchets par an (le site est autorisé à traiter jusqu'à 200 000 tonnes par an).

Le site est ouvert du lundi au vendredi de 5h à 21h et le samedi de 6h à 12h et est surveillé par une société de gardiennage 7 jours sur 7.

L'établissement est classé administrativement sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités
2791-1 [A]	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Broyage de papier / carton / Plastique : 124 t/j
2714-1 [E]	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Emballages plastiques, housses plastiques, Déchets de bois Papiers, cartons Volume maximal : 4 100 m ³
2716-1 [E]	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Transit et regroupement de déchets non dangereux Volume maximal : 5 700 m ³ .
1435-2 [DC]	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	2 pompes de distribution de 5 m ³ /h en zone de tri (gazole et fuel) 2 pompes de GO de 5 m ³ /h en zone de collecte. Volume total : 222 m ³ /an (fuel : 31 ; GO : 191)
2710-2-c [DC]	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ .	Zone déchetterie pour la collecte des petits apporteurs : – tout-venant ; – bois ; – déchets métalliques ; – papiers/cartons ; – plastiques ; – déchets verts ; – plâtre / gravats. Le volume estimé de déchets présents sur cette plate-forme est de 180 m ³ .
2715 [D]	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. 2 alvéoles de verre pour une capacité totale de 650 m ³ .
2713-2 [D]	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Tri, transit, regroupement de métaux. Surface de stockage des métaux avant et après tri : 150 m ² .
2930-1 [NC]	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ²	Atelier de 990 m ²

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration).

Les installations sont, notamment réglementées par :

- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008/2226 du 30 mai 2008 ;
- l'arrêté préfectoral codificatif n°2013/1037 du 25 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014/6728 du 8 septembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016/2474 du 29 juillet 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet de département, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé au préfet de département, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réseaux de collecte effluents	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.2	/	Sans objet
Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.1	/	Sans objet
Conditions particulières aux rejets EP	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.3	/	Sans objet
Conditions particulières aux rejets eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.4	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.6	/	Sans objet
Rétention	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.2	/	Sans objet
Inondation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.5	/	Sans objet
Procédure d'identification	Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 4.I.7.2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
Installations électriques et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25	/	Sans objet
Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5	/	Sans objet
Aires de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 14/04/2010, article 5.10	/	Sans objet
Fréquence de contrôle du disconnecteur	Arrêté Ministériel du 10/09/2021, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Disconneteur	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.1	/	Sans objet
Aires de lavage des engins	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.5	/	Sans objet
Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 12/07/2022, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 et de l'arrêté préfectoral n°2005/292 du 27 janvier 2005, 14 non-conformités ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : Absence de test d'étanchéité des réseaux de collecte d'eaux (article 3.I.2 de l'arrêté Préfectoral du 27/05/2005)
- **Non-conformité n°2** : Absence de transmission des rapports d'entretien des déboureur-déshuileur (article 3.I.5.1 de l'arrêté Préfectoral du 27/05/2005)
- **Non-conformité n°3** : Absence d'analyse des eaux depuis mai 2021 (articles 3.I.5.3, 3.I.5.4 et 3.I.6 de l'arrêté Préfectoral du 27/05/2005)
- **Non-conformité n°4** : Stockage d'un nombre important de bidons sans rétention (article 3.I.8.2 de l'arrêté Préfectoral du 27/05/2005)
- **Non-conformité n°5** : Absence de transmission de la procédure en cas d'inondation (article 3.I.8.5 de l'arrêté Préfectoral du 27/05/2005)
- **Non-conformité n°6** : Absence de transmission du registre des déchets entrants et sortants du site (article 4.I.7.2 de l'arrêté Préfectoral du 27/01/2005)
- **Non-conformité n°7** : Les extincteurs dans le bâtiment d'entretien des véhicules ne sont pas tous accessibles (article 9 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°8** : Absence de vérification des installations électriques depuis juin 2021 (article 10 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°9** : Absence de transmission des consignes d'exploitation de l'installation (article 12 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°10** : Absence de transmission du plan des réseaux de collecte des effluents (article 14 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°11** : Absence d'analyses des émissions sonores de l'installation suite à la mise en place d'un nouveau broyeur en 2019 (article 25.I de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°12** : Absence du registre des quantités réceptionnées et délivrées de liquides inflammables (article 3.5 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°13** : Absence de pelle à proximité des distributeur de liquides inflammables (article 5.10 de l'arrêté ministériel du 14/04/2010)
- **Non-conformité n°14** : Absence de transmission du rapport d'entretien du disjoncteur d'eau (article 9 de l'arrêté ministériel du 10/09/2021)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Réseaux de collecte effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.2
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir. Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Il a été constaté que les réseaux de collecte des eaux usées et pluviales sont séparés. Les eaux pluviales sont rejetées en darse séparément des eaux usées. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un test d'étanchéité des réseaux de collecte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.1
Prescription contrôlée : Les installations des traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.
Constats : Le site comporte deux débourbeur-déshuileur. L'exploitant n'a pas présenté les rapports d'entretien de ces éléments.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Conditions particulières aux rejets EP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.3					
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la darse et le réseau d'assainissement public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes :					
MES	DBO5	DCO	NTK	Hydrocarbures totaux	Métaux totaux
30 mg/L	10 mg/L	40 mg/L	2 mg/L	5 mg/L	1 mg/L
Constats : L'exploitant a communiqué des analyses de rejets aqueux réalisées le 20/05/21. Il a été constaté des dépassements en DCO : 98,3 mgO2/L pour un seuil de 40mgO2/L, MES : 31,5mg/L pour un seuil de 30mg/L et en NTK : 3,87mgN/L pour un seuil de 2mgN/L pour le point 2 des rejets d'eaux pluviales. Lors de la précédente inspection de 2016, le respect de cette prescription avait déjà fait l'objet d'un contrôle. Il avait été noté une amélioration des rejets en darse de 2013 à 2016. Néanmoins, les rejets restaient non-conformes en DCO, DBO5 et NTK. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection du 12/07/22 qu'il n'avait pas réalisé d'analyses sur les rejets aqueux cette année car il attend la fin de travaux sur son site et souhaite les réaliser ensuite. Les inspecteurs lui ont indiqué qu'il devait effectuer des mesures annuellement et qu'il pourrait réaliser une seconde mesure après la fin des travaux. Ainsi, l'exploitant doit réaliser cette analyse sur les rejets aqueux et les transmettre à l'inspection. Si les dépassements persistent, une mise en demeure sera proposée.					
Type de suites proposées : Susceptible de suites					

Nom du point de contrôle : Conditions particulières aux rejets eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.4					
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau d'assainissement public d'eaux usées, les valeurs limites en concentration suivantes :					
MES	DBO5	DCO	NTK	Hydrocarbures totaux	Phosphore total
600 mg/L	800 mg/L	2000 mg/L	150 mg/L	5 mg/L	50 mg/L
Constats : L'exploitant a communiqué des analyses de rejets aqueux réalisées le 20/05/21. Il a été constaté des dépassements en pH : 8,6 pour un seuil entre 6,5 et 8,5 et en azote global : 160 mgN/L pour un seuil de 150 mgN/L. Comme expliqué supra, l'exploitant doit réaliser une analyse de ses rejets cette année. L'inspection attend ce résultat afin de voir l'évolution des rejets d'eaux usées et de prendre des mesures en conséquence si nécessaire.					
Type de suites proposées : Susceptible de suites					

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.6	
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder annuellement, par un laboratoire agréé, à un contrôle de la qualité des eaux rejetées dans la darse et des réseaux d'assainissement. Ces contrôles portent sur le pH, la T° et l'ensemble des paramètres visés dans les tableaux des conditions 3.I.5.3 et 3.I.5.4 du présent arrêté. Ils sont effectués sur des échantillons représentatifs. Les résultats de ces contrôles sont transmis dès réception à la Préfecture du Val-de-Marne, à la Direction des Services de l'Environnement et de l'Assainissement du Conseil Général du Val-de-Marne et au Service de Navigation de la Seine.	
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a communiqué les analyses des rejets aqueux réalisées le 20/05/21. Il a indiqué qu'il n'avait pas réalisé d'analyses sur les rejets aqueux en 2022 car il attend la fin de travaux sur son site et souhaite les réaliser ensuite. Les inspecteurs lui ont indiqué qu'il devait effectuer des mesures annuellement et qu'il pourrait réaliser une seconde mesure après la fin des travaux. L'exploitant doit réaliser cette analyse sur les rejets aqueux et les transmettre à l'inspection.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	

Nom du point de contrôle : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.2
Prescription contrôlée : Tout stockage permanent ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité d'un réservoirs associés. Cette disposition n'est applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut-être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel ou les réseaux publics s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales doit respecter les dispositions du présent arrêté.
Constats : La plupart des bidons ayant contenus les huiles hydrauliques des équipements de l'installation ne sont pas mis sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.5
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises, en cas d'annonce de crues pouvant affecter le site, pour évacuer l'ensemble des produits susceptibles de générer un écoulement direct ou indirect de matières dangereuses ou insalubres dans le milieu naturel. Les produits susceptibles de polluer les eaux sont stockés hors d'atteinte des crues décennales. Un plan d'intervention (prévoyant notamment l'évacuation des produits) en cas d'inondation est mis en place, conformément aux dispositions du Plan de Prévention du Risque inondation du Val-de-Marne (arrêté préfectoral du 28 juillet 2000 et ses annexes).
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il existait une procédure en cas d'inondation mais ne l'a pas communiqué lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Procédure d'identification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 4.I.7.2
Prescription contrôlée : Chaque entrée de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature, le conditionnement et la quantité de déchet, les modalités de transport et l'identité du transporteur. Un bordereau de réception est émis. Chaque sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur ou du valorisateur destinataire, les modalités de transport et l'identité du transporteur, la nature, le conditionnement et la quantité du chargement et les éventuels incident ; l'exploitant édite un bon de suivi de déchets et le remettra au transporteur ou à l'éliminateur ou valorisateur destinataire.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le registre des déchets entrants et sortants du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification des moyens de lutte contre l'incendie par la société DESAUTEL le 28/12/2021. Cependant les extincteurs dans le bâtiment d'entretien des véhicules ne sont pas tous accessibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Installations électriques et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de vérification de ses installations électriques depuis juin 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant n'a pas mis à la disposition de l'inspection les consignes d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Collecte et rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le plan des réseaux de collecte des effluents.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.		
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée(incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.		
Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de rapport des émissions sonores de l'installation suite à la mise en place d'un nouveau broyeur en 2019.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni de registre indiquant les quantités réceptionnées et délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables présente sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Aires de dépotage ou de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/04/2010, article 5.10
Prescription contrôlée : Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).
Constats : L'exploitant n'a pas installé de pelle à proximité des postes de distribution de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Fréquence de contrôle du disconnecteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2021, article 9
Prescription contrôlée : [...] Les opérations de vérification sont réalisées à la demande et à la charge du propriétaire des réseaux intérieurs de distribution par un opérateur relevant de son choix. Ces opérations comprennent : - un examen visuel du dispositif de protection pour vérifier l'absence de fuites et identifier les conditions dans l'environnement immédiat susceptibles d'affecter son fonctionnement ou son entretien [...] Les opérations de vérification sont réalisées lors de la mise en place initiale des dispositifs de protection, puis de façon périodique selon la fréquence définie par le propriétaire des réseaux intérieurs de distribution, en fonction du niveau de risque que présentent ses installations, des préconisations du fabricant des dispositifs de protection et a minima à fréquence annuelle.[...]
Constats : L'exploitant n'a pas présenté le rapport de contrôle du disconnecteur lors de l'inspection. Il doit la transmettre dès réception de ce rapport d'inspection.
Proposition de suites : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Disconnecteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.1
Prescription contrôlée : Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
Constats : Il a été constaté la présence d'un disconnecteur d'eau sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aires de lavage des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.5.5
Prescription contrôlée : Les aires de lavage des engins sont couvertes et conçues de façon à éviter la pénétration des eaux de pluie et de ruissellement
Constats : Les aires de lavage des engins sont couvertes
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2005, article 3.I.8.4
Prescription contrôlée : De façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site (notamment les eaux d'extinction en cas d'incendie), les réseaux de collecte des EP raccordés à la darse sont équipés d'une vanne de sectionnement ou dispositif équivalent. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Une pancarte indestructible indique clairement leur fonction et mode d'utilisation. Leur entretien est défini par consigne. Les autres réseaux de collecte (EP, eaux sanitaires et eaux de lavage des engins) raccordés aux réseaux publics d'assainissement sont équipés de pompes de relevage. Celles-ci sont arrêtées en cas de besoin afin de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Cette disposition fait l'objet d'une consigne.
Constats : Il a été constaté la présence d'une vanne de sectionnement pour le réseau de collecte des eaux pluviales et de pompes de relevage pour le réseau de collecte des eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite

Planche Photographique



Bidon d'huile plein stocké sans rétention



Bidons vides ayant contenu un produit dangereux stocké sans rétention



Présence de bouteilles en verre dans une alcove



Absence de pelle à proximité des postes de distribution de liquides inflammables



Manque d'accessibilité d'un extincteur